

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN L'HONNEUR DES DÉFILANTS DU 14 JUILLET.

[Télécharger le .pdf](#)

Monsieur le Premier ministre,
Madame la ministre des Armées,
Madame la ministre déléguée auprès de la ministre des Armées,
Monsieur le Président,
Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Monsieur le chef d'état-major des Armées,
Monsieur le délégué général pour l'Armement,
Madame la secrétaire générale pour l'Administration,
Messieurs les chefs d'état-major,
Mesdames et Messieurs les officiers généraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats,
marins et aviateurs,
Mesdames et messieurs.

D'abord, merci, Madame la ministre, à vous-même et à l'ensemble de celles et ceux qui organisent cette traditionnelle cérémonie, et merci à toutes et toutes et tous de vous être adaptés. Je vois nos jeunes du SNU juste là également. Le temps nous a contraints à changer de lieu et le traditionnel discours de Brienne a dû se délocaliser. Bravo pour votre adaptabilité et la rapidité avec laquelle vous avez pu changer les plans.

Ce moment est important, qui est avant tout un moment de convivialité, et en cet instant où la Nation, depuis quelques semaines à peine, a pu retrouver quelques habitudes malgré la vigilance qui demeure de mise. J'ai pu essayer d'en donner le cadre hier à l'ensemble de nos compatriotes. Ce moment de convivialité, de retrouvailles, la veille de notre Fête nationale, c'est d'abord et avant tout pour nous l'occasion d'adresser aux frères d'armes, à leurs familles, un message de reconnaissance. Je m'adresse ici aux familles qui sont ici présentes, à côté desquelles, je sais, les ministres, nos officiers généraux étaient aujourd'hui, qu'elles ont retrouvés aussi au gré de l'année qui vient de s'écouler. Pensées pour vous qui avez perdu un proche et qui avez porté jusque dans le sacrifice ce don à la patrie. Vos enfants, vos frères, vos sœurs appartiennent à la France. Et ce sont aussi les vôtres. Solidarité et fraternité à l'égard de nos blessés qui sont ici présents et de leurs familles. Nous avons des devoirs à votre endroit et la Nation le sait, et je veux ici vous redire à nouveau que ces devoirs, nous ne les oublions pas et nous ne les oublierons jamais. Je remercie celles et ceux qui tout au long de l'année sont à vos côtés, mais c'est la Nation tout entière qui, par ma bouche aujourd'hui, exprime cette reconnaissance et cette gratitude.

A la veille de notre Fête nationale, vous m'avez proposé de placer sous l'égide d'une belle devise - « Gagner l'avenir » - ce moment, et je voudrais simplement nous fixer pour cap trois idées, trois mots simples pour réussir ce pari, trois boussoles : la confiance, la relance et la puissance.

La confiance, d'abord et toujours. La confiance, c'est avant toute chose la force du lien entre la Nation et ses armées. Cette force ne se dément pas. Vous en êtes la trace vivante et les présences quotidiennes. Ce fameux lien Armées-Nation, c'est en effet un lien de confiance, un lien solide qui repose d'abord et avant tout sur notre histoire - qu'il s'agit d'ailleurs de ne jamais confondre avec la mémoire, mais de toujours regarder en face. Gagner l'avenir n'est possible que lorsque nous connaissons notre passé, ses périodes glorieuses comme ses faces d'ombre, et que lorsqu'on sait véritablement le connaître et le célébrer. Il nous faut être fiers de nos heures de gloire, lucides aussi sur nos échecs. Mais c'est pour cette raison que je suis heureux, par exemple, que l'anniversaire du serment

de Koufra soit célébré demain sur les Champs Elysées, moment ô combien important. Commémorer, mais aussi saluer, reconnaître, soutenir nos anciens, est important pour qui veut une armée robuste et vouloir embrasser l'avenir. Et à ce titre, je veux tout particulièrement saluer l'action de la ministre déléguée auprès de la ministre des Armées qui, depuis quatre ans, n'a pas ménagé ses efforts au profit des anciens combattants. C'est au cœur de nos armées, de leurs vies, au cœur de notre histoire, et j'y tiens. Nous avons ensemble d'ailleurs pu faire avancer plusieurs sujets importants à cet égard et rendre justice à l'action de nos armées. J'ai demandé et fait établir un meilleur équilibre entre la nécessaire protection du secret de la Défense nationale et l'indispensable liberté d'accès aux archives publiques, et je sais là tout le travail accompli dans ce but au SGDSN, au Service historique de la défense, dans les cabinets, et je vous en remercie. Qu'il s'agisse des conflits récents comme celui du Rwanda, qu'il s'agisse de la guerre d'Algérie, qu'il s'agisse aussi de nos activités dans le Pacifique : nous avançons sur un chemin de vérité important, pacifié, essentiel.

Le lien Armées-Nation est aussi ourdi par vos qualités propres qu'étoffent formations, entraînements, opérations, une culture de l'engagement et de la disponibilité, des compétences uniques qui inspirent nos concitoyens. J'en veux pour preuve le succès sans éclipse du service militaire adapté, qui sera lui aussi mis en lumière demain pour ses 60 ans. Je sais que, au ministère des Outre-mer hier, une cérémonie était organisée. Plusieurs ici sont des acteurs fervents et depuis de nombreuses années du SMA, et nous avons pu, le Premier ministre et les ministres ici présents, moi-même et les officiers généraux, mesurer à chaque fois l'importance de cette matrice qu'est le SMA pour notre jeunesse. Savoir, savoir-faire, savoir-être : c'est tout cela que vous enseignez sur l'ensemble du territoire national aux 26 000 Français qui rejoignent vos rangs chaque année et que vous offrez en exemple à tous les jeunes du service militaire volontaire. Des compétences uniques qui sont aussi reconnues par les employeurs de ceux qui font le choix du retour à la vie civile, comme en atteste le rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire qui m'a été remis il y a quelques instants, nous propose des perspectives d'amélioration, mais surtout, reconnaît la force, l'importance de cette formation dans nos armées, la reconnaissance aussi du modèle d'engagement qui est le nôtre.

Un autre fil qui tisse ce lien de confiance, c'est votre statut militaire qui organise vos contraintes et leurs compensations, et que je veille à ne pas affadir ou banaliser. Je veux ici saluer l'engagement du CEMA, des chefs d'Etat-major à ses côtés, de la ministre, car, je dois vous dire, nous avons, durant ces dernières années, mené d'ardents combats. Je remercie aussi nos parlementaires et parlementaires européens qui nous ont aidés et ont relayé ces combats parce que cela n'était pas gagné et que l'air du temps, parfois, peut conduire certains à penser que la banalisation est une bonne chose et que quand d'autres suivent cette voie, il faudrait mécaniquement la suivre. Je suis un ardent Européen et je crois à la voie européenne quand je la comprends et que je pense qu'elle est bonne pour le destin national. Lorsqu'elle nous conduit à renier ce qui nous défend, ce qui nous protège, une militarité à laquelle nous tenons au-dessus de tout, nous n'y cédon pas. Donc oui, nous avons défendu notre statut, nous avons mené des batailles et des victoires importantes et nous irons au bout. Un statut vivant dont les principes fondamentaux doivent être rappelés, valorisés, défendus au niveau national comme en Europe. Nous tiendrons bon jusqu'au bout.

Les militaires font pleinement partie de la société aussi. Et ce statut militaire n'empêche pas que militaires soient traversés par les mêmes préoccupations, les mêmes aspirations que toutes les citoyennes et tous les citoyens. Mais la grandeur de leur condition est de se distinguer des autres citoyens en entrant dans le débat public que sous conditions. Comprenons-nous bien : la liberté d'opinion est intégrale. En revanche, dans notre démocratie, il n'est pas possible que des militaires s'exprimant comme tels laissent penser que l'institution qu'ils servent et qu'ils incarnent peut entrer, elle, dans le débat idéologique, dans l'enrôlement partisan, dans l'affrontement politique. Défendre avec clarté, comme le chef d'Etat-Major des armées, à côté de lui, l'ensemble des chefs d'Etat-major et la ministre des Armées l'ont fait, ce que sont nos principes, nos valeurs, ces règles fondamentales, c'est défendre avant toute chose nos armées elles-mêmes et ce lien de confiance entre nos armées et la Nation.

Les conditions de votre statut évoluent et la façon d'exercer votre engagement militaire est l'objet de toute notre attention. Madame la Ministre et le chef d'Etat-Major me rendent compte régulièrement. Après le plan famille qui se poursuivra pour toujours mieux répondre à vos besoins, j'ai tenu l'engagement que j'avais pris, notamment vis-à-vis du CSFM, que j'ai eu le plaisir d'accueillir à l'Elysée en décembre dernier, d'améliorer l'expression de la gratitude nationale envers ceux qui meurent en service. Nous avons eu une séance de travail, des questions, et ce sujet était largement revenu. Ainsi, en complément de la mention "Mort pour la France" accordée à ceux qui meurent au combat, de la mention "Mort pour le service de la Nation" pour ceux qui décèdent du fait d'une volonté extérieure sur le territoire national, j'ai décidé la création de la mention "Mort pour le service de la République" pour ceux qui perdent la vie lors de circonstances exceptionnelles dans l'accomplissement de leur devoir. L'Etat leur exprimera ainsi sa reconnaissance de manière officielle et cela permettra à leurs enfants d'être soutenus et accompagnés en tant que pupilles de la République.

Comme tout bon cordage, si le lien est solide, c'est parce qu'il est aussi tissé autour de ce qu'on appelle une âme. Le sens du service manifesté à chaque instant par les militaires et les civils du ministère des Armées, et en particulier en pleine pandémie, en porte assurément la marque. Je veux vous exprimer aujourd'hui ma gratitude très sincère pour tout le travail qui a été conduit au-delà des missions les plus naturelles durant toute cette période. Cette gratitude va aussi à nos services de soutien, à nos réservistes, dont la fidélité et l'engagement ne se sont pas démentis. Maintenant que progressivement, nous sortons des épaisseurs de la crise, même si je demeure, comme vous le savez, toujours prudent sur les surprises que nous réserve la pandémie, je sais que cette âme sera un catalyseur du nouvel élan que nous allons tous ensemble donner à notre pays.

Ensuite, la relance. Le propre des armées étant de poursuivre leur mission quand tout est suspendu, l'idée de relance prend évidemment une tonalité un peu différente parmi vous. La relance n'a pas le même tour quand tout a toujours continué, quand l'intensité des missions s'est poursuivie sur tous les théâtres d'opérations et quand je vous ai à plusieurs reprises sollicités pour déployer des hôpitaux militaires, qui dans le Grand Est, qui dans nombre de nos territoires ultramarins.

La relance, c'est la relance de notre volonté, de nos capacités, de notre industrie. Il y a 3 ans, je développais devant vous mes orientations dans le domaine capacitaire et mes intentions pour les financer. Cette promesse contenue dans la loi de programmation militaire a été tenue. Je salue à cet égard l'action inlassable de la ministre des Armées. L'analyse stratégique était la bonne et nous avons su la faire vivre. C'est tout le sens des ajustements apportés à la loi de programmation militaire qui ont été débattus au Parlement. Aujourd'hui, la LPM produit ses effets. Les systèmes d'hommes sont renforcés, les systèmes d'armes renouvelés. Nous voyons arriver des matériels modernes répondant aux besoins du terrain, aux exigences opérationnelles des missions que je vous confie, et nous développons toujours plus de coopération, notamment avec nos partenaires européens, pour être mieux équipés, mieux armés. Donc oui, ces derniers mois ont permis d'apporter des réponses pour adapter notre LPM à l'évolution de la menace, pour confirmer à chaque instant notre engagement budgétaire et je remercie nos parlementaires et les commissions compétentes ici représentées, et leurs présidents ici présents, parce que votre vigilance et votre engagement nous ont aussi permis d'avancer. Je veux vous dire que la parole a été tenue, de bout en bout. Les dernières semaines ont aussi été marquées par des avancées importantes chez nos grands partenaires européens. Nous n'avons pas ménagé notre peine pour que les grands programmes industriels lancés dès juillet 2017 avec nos partenaires allemands, associant ensuite les Espagnols, plusieurs autres, puissent dûment avancer et faire l'objet, pour ce qui est du SCAF, d'un vote au Bundestag il y a quelques semaines à peine. Je remercie les industriels ici présents de leur engagement sur chacune de ces lignes, aux côtés de notre délégué général. Mais vous avez ardemment travaillé et nous avons des résultats inédits. Personne il y a 4 ans ne nous aurait dit d'abord que les choses seraient tenues. Je vous rappelle, quand la LPM a été présentée, tout le monde nous disait "Dès l'année prochaine vous réviserez les choses, les augmentations prévues ne seront pas respectées"... Tout a été respecté, au centime. Mais surtout,

quand on a signé pour la première fois, on me disait "Ce SCAF est une formidable idée de diplomate, peut-être de Président, ça ne marchera jamais." Nous sommes en train d'en faire collectivement une réalité.

Je veux saisir cette occasion pour mettre en lumière le rôle de la Délégation générale pour l'armement qui célèbre ses 60 ans. Notre pays peut s'enorgueillir de disposer d'une telle organisation à la croisée des mondes militaire, industriel et administratif. Elle suscite, à l'instar de nos armées, l'admiration et l'envie de nombreux pays, y compris parmi les plus avancés technologiquement. J'exprime aussi ma grande satisfaction aux équipes qui y préparent l'avenir et qui stimulent l'innovation, avec une pensée particulière pour la "Red Team", mise en place par l'Agence de l'innovation de défense, dont les méthodes et les propositions permettent d'envisager des réponses novatrices. Je me suis moi-même laissé aller à quelques-uns des scénarios proposés par vos équipes et parce qu'il se trouve que la période récente nous a conduits à envisager, avec peut-être plus de précision, ce qui paraissait impensable. Cet exercice quasi-stoïcien me paraît tout à fait salubre.

L'importance du monde militaire dans notre économie, demain comme aujourd'hui, ne peut évidemment pas être passée sous silence, et je voudrais saluer les succès de notre industrie de défense. Les capitaines d'industrie du secteur sont ici présents, toujours fidèles, et je dirais constamment aux côtés de nos armées. Mais de l'export du Rafale à la récente greffe de sous-marin à Cherbourg, en passant par l'intégration des capacités aéroterrestres dans le système d'information de combat de Scorpion, en passant par les innovations multiples, nos programmes français, comme nos exports, nous sommes capables d'exploits incroyables et cette année l'a encore montré. Alors nous n'avons qu'un devoir, c'est de continuer, de continuer à innover, de continuer à conquérir des marchés parce que c'est ce que nous devons sur le terrain à nos armées : être les mieux équipés, avec ce modèle qui est le nôtre, où nous marions la rusticité d'équipements adaptés au terrain de combat avec la très grande innovation, mais aussi accompagner nos partenaires. C'est une nécessité stratégique, opérationnelle, industrielle. Ce succès repose sur notre réseau dense de plus de 21 000 petites et moyennes entreprises ancrées dans toutes nos régions, dans toutes nos collectivités, y compris ultramarines. Ces industries sont indispensables, non seulement à notre défense, à notre sécurité, à notre souveraineté, mais aussi à nos emplois, à l'équilibre de nos territoires, à notre balance commerciale et à notre image internationale.

A cela s'ajoute un volet stratégique de la relance. En effet, quand je parle de relance, je parle évidemment des caps que nous allons donner à nos armées dans plusieurs théâtres d'opérations et sur plusieurs grandes questions stratégiques. Au Sahel par exemple, notre dispositif est amené à se transformer pour mieux aider les États de la région à bâtir leur avenir dans un cadre démocratique, respectueux des droits fondamentaux. Cette transformation, cette évolution profonde de notre présence au Sahel, qui dure depuis je vous le rappelle 8 ans maintenant, nous l'initions en étroite relation avec nos partenaires du G5, avec la Coalition pour le Sahel, et en son sein en particulier nos partenaires européens. La ministre, le chef d'État-Major ont mené un travail important de concertation avec tous nos partenaires sur le terrain, d'abord qui a consisté à expliquer que nous ne nous désengageons pas, que nous évoluons dans notre présence pour pouvoir justement nous adapter à l'évolution de la menace elle-même qui est en train de se diffuser vers le sud, qui utilise de plus en plus de proxies qui se transforment elle-même, valorisant nos succès. C'est l'armée française et l'opération Barkhane qui a empêché ces dernières années la constitution d'un califat territorial au Sahel, et je le dis ici avec force : sans nos armées, tout ou partie de cette région serait tombée dans la main du djihadisme, du terrorisme, avec un État terroriste dûment organisé, nos armées l'ont empêché. Mais le terrorisme évolue sous d'autres formes, se diffuse vers le sud, fragilise les États sans maintenant poursuivre cette volonté d'un califat territorial. Donc il nous faut faire évoluer l'opération Barkhane pour progressivement en sortir et bâtir notre présence au Sahel au travers de deux piliers : la coopération avec les armées du Sahel, un travail d'appui et de sécurisation aussi profond de notre socle avec deux implantations essentielles : Niamey où le commandement de l'ensemble des opérations sera tenu et également l'intégration avec nos partenaires sahéliens, et N'Djaména où nous sommes déjà

présents et où nous maintiendrons la présence. Et de l'autre côté, la constitution d'une action de lutte contre le terrorisme dûment structuré avec le maintien de Sabres et avec la structuration ouverte en coopération de Takuba, qui va permettre à nos militaires, avec évidemment les soutiens qu'il convient, que nous apporterons nous mêmes avec là aussi des partenaires, de structurer des interventions à haute valeur ajoutée, un commandement basé depuis Niamey et un travail avec neuf partenaires européens qui se sont déjà engagés, plusieurs partenaires internationaux et des partenaires aussi africains qui sont en train de finaliser leur engagement à nos côtés.

Vous l'avez compris, cette transformation profonde répond au besoin, à notre évaluation à la fois de la menace, mais des équilibres politiques de la région, et c'est au premier trimestre 2022 que nous mettrons un terme à l'opération Barkhane en bon ordre, mais en continuant à agir avec clarté et engagement contre le terrorisme et en soutien des Etats d'Afrique de l'Ouest. Je veux à cette occasion saluer avec reconnaissance et amitié les représentants des Nations alliées européennes, américaines qui sont engagées au Sahel, et tout particulièrement celles qui nous ont rejoints dans la taskforce Takuba que j'évoquais à l'instant. Cette force porte déjà ce renouveau et je suis heureux de les voir demain ouvrir notre défilé. Cet hommage n'est que justice et je veux vraiment ici redire la fierté que nos armées doivent avoir de cet engagement au Sahel. C'est une fierté parce que c'est la sécurité de ces Etats qui se joue, parce que vous avez empêché le pire, mais parce que c'est aussi notre sécurité, à nous ici, qui se joue.

L'initiative européenne d'intervention, la mission de formation EUTM Mali, la force Takuba ou bien encore l'opération Irini en Méditerranée, l'opération AGENOR dans le golfe arabo-persique, montrent bien que l'horizon d'une souveraineté européenne s'est singulièrement rapproché et que nos partenaires européens s'engagent de plus en plus dans les opérations. Quand je parle de relance, c'est aussi cela que je veux partager comme conviction. Nous avons, durant ces 4 dernières années, construit un socle de coopération européenne inédit. Mesurons-le tous ensemble. L'Europe de la défense n'avait jamais autant avancé depuis les années 50. Sur le plan capacitaire, sur le plan des grands projets industriels, sur le plan des opérations conjointes, à la fois sur nos sols en développant une culture commune d'intervention avec l'IEI, mais également sur notre voisinage, que ce soit par des missions dans le cadre de l'OTAN, comme de missions que nous avons développées dans le cadre européen.

Nous avons aussi continué de déployer des investissements financiers communs, de grands chantiers d'innovation technologique dans les secteurs prioritaires pour demain, des coopérations renforcées, un fonds européen de défense, des projets partagés, des projets franco-allemands que j'évoquais élargis à nos partenaires. Ces succès, c'est la preuve même de notre confiance, confiance dans l'avenir, confiance aussi dans le partenariat parce que nous sommes précisément solides sur nos appuis et nos fondamentaux. Ce que nous sommes en train - sur chacune de ces opérations - de faire, c'est de construire un rôle aussi inédit pour nos armées, celui de Nation cadre. Au Sahel, nous sommes en train de construire le cadre d'une intervention où la France conduit ce que très peu d'armées au monde savent faire, pour être honnête, ce que seuls les États-Unis d'Amérique savaient faire jusqu'alors : être une Nation cadre qui constitue pilote, structure une coalition. C'est notre modèle complet, la force de nos armées qui nous permet d'envisager cela aujourd'hui. Ces partenariats financiers, industriels, stratégiques, capacitaires sont la preuve de notre capacité à relancer précisément cette ambition.

La puissance, enfin. Vous le savez, la conflictualité évolue et nous nous y adaptons. Comme je l'ai voulu dès les premiers travaux de la loi de programmation militaire, notre stratégie a la flexibilité pour mettre mot, pour faire face à nos responsabilités fondamentales comme aux nouveaux défis qui s'y ajoutent. Être une puissance implique de porter un regard lucide sur nous-mêmes et sur le monde. C'est, je crois, ce que nous avons constamment fait. Discerner les moyens de sauvegarder cette puissance, c'est-à-dire être une puissance militaire, complète, mais aussi être une puissance d'équilibre, selon l'expression désormais consacrée au sein de l'ensemble européen, au sein de l'OTAN. Une puissance dont la voix porte qui met en mouvement alliés et partenaires, une véritable puissance de paix. Et de la dissuasion jusqu'à l'ensemble des missions qui sont les nôtres, nous avons consolidé justement cette capacité à

demeurer une puissance et à être pleinement une puissance du 21^{ème} siècle.

Il y a 25 ans, on a pu croire à la disparition des conflits armés entre les Nations. L'éloignement des menaces nucléaires les plus mortelles semblait annoncer un nouvel horizon stratégique de gestion de conflits internes, de guerres asymétriques. Et tandis que la guerre froide finissait et que le monde se libérait de la logique des blocs, on assistait aussi au dégel de la violence. On a vu chaque jour s'accélérer une compétition qui, sous ses formes numériques, n'en est pas moins agressive, et se dessiner des rapports de force de plus en plus désinhibés. Et soyons clairs : le cadre géopolitique capacitaire de la violence n'a jamais été aussi inquiétant et incertain que celui qui est aujourd'hui le nôtre. Nous sommes confrontés à une situation où la pluralité des conflits possibles est extrême, mais surtout leur degré d'intensité. Je le sais, à juste titre, nos armées se préparent à des scénarios de combat de très haute intensité durable. Ce sont des scénarios possibles parce que nous avons vu des grandes puissances perdre la culture de la maîtrise des armements et du désarmement. C'est un de nos défis diplomatiques que de le recréer en tant qu'Européens au sein de l'OTAN. C'est tout le discours que je porte dans notre capacité à discuter et à réengager, en particulier avec la Russie, à réengager sur ce sujet avec la Chine. Mais ce risque existe.

Dans le même temps, nous avons vu de nouveaux espaces de conflictualité apparaître. Le maritime est très clairement un espace de conflictualité réinventé où l'agressivité de puissances régionales est extrême. Nous voyons dans le spatial émerger des formes de conflictualité nouvelle et dans le numérique et le cyber également. Nous voyons aussi, enfin, des stratégies hybrides émerger par lesquelles nos adversaires, qu'il s'agisse de grandes puissances, des plus grandes puissances de ce monde, comme de puissances régionales, où nos adversaires, agissent sous le seuil du conflit armé, dans les espaces médiatiques, numériques, mais aussi physiques, par le biais d'intermédiaires, de supplétifs, avec des risques d'escalade brutale, mais surtout avec des stratégies de déstabilisation de nos démocraties, avec des risques de déstabilisation de la confiance dans nos armées par de la désinformation, avec un risque de déstabilisation de nos démocraties par de la manipulation en particulier en temps électoral.

Tout ça nous conduit constamment à nous adapter à cette menace, mais à bâtir ce qu'est une stratégie de puissance du 21^{ème} siècle, c'est-à-dire répondre à chacune de ces menaces. C'est pourquoi je considère que notre LPM doit continuer d'apporter les éléments de capacités, de formation, d'acquisition des compétences pour répondre à ces défis. Mais c'est pour ça qu'il nous faudra aussi immanquablement revoir dans les temps prochains notre stratégie et regarder à nouveau avec beaucoup de lucidité les ambitions nouvelles dont il faut nous doter, parce que la menace continue. C'est aussi pourquoi il nous faut avoir ce continuum de réponses pour être cette véritable puissance du XXI^{ème} siècle que j'évoque.

Nous nous préparons donc activement à relever tous ces défis sur tous les plans, tous les axes, des plus classiques aux plus innovants, qu'il s'agisse donc du maintien d'une dissuasion au plus haut niveau de crédibilité, avec tout ce que cela emporte d'engagements, d'investissements, de la sauvegarde résolue de notre souveraineté numérique, de la prise en compte renforcée de l'espace informationnel avec la création du service à compétence nationale Viginum, qui en est une illustration très claire - je remercie le Premier ministre, le SGDSN et l'ensemble des équipes qui y ont beaucoup travaillé - comme justement de la consolidation de notre modèle d'armée complet. Nous ne pouvons renoncer à aucune composante compte tenu de la réalité que je suis en train de vous décrire.

C'est aussi pour cela que nous avons assumé, sur le plan géographique d'abord, de constamment défendre notre indépendance. Ensuite, de bâtir sur le socle de cette indépendance des partenariats, parce qu'avoir des partenaires quand on est indépendant, ce n'est pas la même chose que dessiner des coopérations qui masquent vos dépendances. Nous sommes indépendants et nous y tenons. L'investissement qui est le nôtre va dans ce sens. Ensuite, partenariat européen, otanien, avec la volonté très claire qui est de bâtir nos résistances face à toutes ces formes de conflictualité nouvelles,

mais aussi de nous réengager dans notre sécurité et nos politiques de voisinage. La sécurité des Balkans, la sécurité du voisinage européen, qu'il soit à l'Est ou au Sud est l'affaire des Européens. La sécurité au Sahel et en Afrique est aussi notre affaire, en partenariat avec nos amis africains avec lesquels nous avons su dessiner un cadre rénové d'alliances, de partenariats équilibrés. Mais c'est notre engagement, c'est notre sécurité. Et en dessinant aussi des formes nouvelles de travail, de coopération dans le spatial, avec l'Otan dans des régions plus lointaines, et tout particulièrement en dessinant une stratégie Indo-Pacifique qui est un axe extrêmement important à la fois de notre souveraineté, là encore compte tenu de notre présence militaire, mais aussi de nos nombreux compatriotes qui vivent dans cette région de la Polynésie française où je serai bientôt, et la Nouvelle-Calédonie jusqu'à Mayotte et La Réunion, nous devons avoir une stratégie de défense, une présence, des partenariats et bâtir une vision qui nous est propre : celle de la liberté et de la souveraineté, qui n'est ni l'alignement sur les Etats-Unis d'Amérique, ni la complaisance ou la soumission à la Chine. Avec des partenaires forts, nous les connaissons : l'Australie, l'Inde, mais également le travail que nous conduisons avec le Japon, Singapour et plusieurs autres. L'avenir de notre puissance est tracé et nous poursuivrons notre cap avec détermination.

Voilà les quelques grandes lignes que je souhaitais partager avec vous aujourd'hui. Mais je ne voudrais pas conclure mon propos sans adresser des paroles peut-être plus personnelles, et si vous m'y autorisez, amicales et reconnaissantes aux généraux LAVIGNE et LECOINTRE qui tous deux quittent leurs postes à l'été.

Général LAVIGNE, vous avez élevé l'armée de l'air au-delà du ciel en maintenant sa cohérence et sa disponibilité. Elle a, sous votre direction, déployé toute l'envergure de ses ailes, vous aurez été le premier chef d'Etat-Major de l'armée de l'air et de l'espace. Ce n'est pas rien. Je sais que vous porterez haut notre vision stratégique dans les responsabilités éminentes qui vous attendent, que vous œuvrerez sans relâche pour la solidité du lien transatlantique, si essentiel à notre sécurité collective. Merci pour votre engagement mon Général.

Général LECOINTRE, voici 4 ans que vous êtes à mes côtés, que sous l'autorité de la ministre, vous conduisez les armées sur le chemin de la réparation, et que vous avez été à mes côtés sur des opérations infiniment sensibles, Hamilton pour ne citer qu'elle, et la conduite des opérations au quotidien de Barkhane comme de la coalition internationale au Moyen-Orient pour lutter contre le djihadisme, là aussi. Vous avez commandé les opérations militaires, vous avez préparé le modèle d'armée du futur. Le chemin parcouru est considérable et vous l'avez frayé avec une admirable vaillance. Vous l'avez fait à chaque fois avec engagement et loyauté. Loyauté à l'égard de nos armées et de la Nation, conscients que chacun dans les missions qui sont les nôtres, nous servons quelque chose qui nous dépasse et nous habite. Avec l'homme d'action, je voudrais aussi saluer le penseur. Je connais l'importance que vous attachez à la réflexion sur la guerre, sur le fait militaire et sa singularité. Je vous remercie de cette contribution qui éclaire notre vision. Je sais aussi, mon Général, que vos engagements futurs seront à l'image de votre engagement militaire, profond et désintéressé. Je vous remercie encore, ô combien, pour ces quatre années. Demain, vous serez à mes côtés pour descendre une avenue voisine et avec fierté regarder dans les yeux toutes celles et ceux qui seront là pour la défense de la Nation. Je serai à vos côtés dans quelques jours pour votre adieu aux armes.

En vous remerciant, je veux ici souhaiter aussi tous mes vœux de succès pour votre successeur, le Général BURKHARD. Mon Général, les choses vont commencer et la pression qui va avec, mais je vous y sais prêt et nous étions dans un lieu qui vous a formé et qui vous a porté ensemble il y a quelques semaines avec beaucoup de bonheur. En vous souhaitant évidemment bonne arrivée, si je puis dire, et en vous disant la fierté qui est la mienne de vous voir dans quelques jours prendre cette lourde suite, cette lourde tâche, souhaiter aussi le meilleur pour le Général SCHILL, futur chef d'Etat-Major de l'armée de terre, et le général MILLE, futur chef d'Etat-Major de l'armée de l'air et de l'espace. Voilà un commandement ainsi gréé. Mon Général, à vos côtés, des armées qui ont des chefs et un programme d'action qui, je le crois, a été bien préparé par vos prédécesseurs et que j'ai pu, en quelques mots,

rapidement dresser : confiance, relance, puissance. Trois piliers pour les temps présents. Trois tremplins pour les temps à venir. Demain, lors du défilé militaire, vous les incarnerez comme une réponse aux défis de l'histoire. Parce que c'est ensemble que nous y faisons face et parce que je sais pouvoir compter sur vous tous. Alors merci pour cela, merci pour votre engagement, merci pour la force et la conviction qui est la vôtre. Je veux vous dire en ce jour aussi un peu particulier pour moi, la fierté qui est toujours la mienne d'être devant vous dans ces moments. Le poids que je mesure de prendre certaines décisions. La dette que je mesure à votre endroit tout particulièrement. Mais l'immense fierté toujours d'être à vos côtés.

Vive la République et vive la France !